

Communiqué de presse

NON au projet de loi Hortefeux sur l'immigration ;

Alternative Libertaire ALSACE et Les ALTERNATIFS du HAUT-RHIN affirment leur opposition ferme au projet de loi Hortefeux relatif à « la maîtrise de l'immigration, à l'intégration, à l'asile ».

Ce projet de loi liberticide confirme et durcit encore les horreurs de la loi Sarkozy de juillet 2006 :

Le regroupement familial :

L'augmentation du seuil des ressources et du temps de présence du regroupant en France, la menace de suspension des allocations familiales s'il est jugé (on ne sait par qui !) que la famille ne respecte pas suffisamment «le « Contrat d'accueil et d'intégration » sont autant de mesures discriminatoires, humiliantes ou répressives qui vont à l'encontre de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme (droit au respect de la vie privée et familiale).

Le statut de l'OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) :

En droite ligne des lois Sarkozy et de Villepin de 2003 et 2006, et s'alignant sur les lois restrictives des autres pays d'Europe, le projet de loi Hortefeux prévoit le transfert de la tutelle de l'OFPRA du Ministère des Affaires Etrangères au ministère de l'immigration. L'asile passe ainsi d'une logique de protection d'individus fuyant leurs leur pays à une logique sécuritaire. Le droit d'asile, obligation internationale, va désormais être une composante de l'immigration choisie et de l'identité nationale !

OUI à la liberté de circulation et d'installation pour tous et toutes !

Ce projet de loi est inacceptable.

Tout comme le sont l'objectif des 25 000 reconduites à la frontière et 125 000 arrestations réaffirmé par le ministre Hortefeux, les contrôles au faciès et la traque des sans papiers, la reconduite à la frontière des jeunes scolarisé/e/s, l'emprisonnement pour défaut de papier et l'existence même des centres de rétention.

ALTERNATIVE LIBERTAIRE et LES ALTERNATIFS DU HAUT-RHIN réaffirment leur soutien à la lutte des sans papiers et leur opposition à ce projet de loi qui une fois de plus fait de l'étranger un bouc émissaire, joue sur le nationalisme d'état et la xénophobie, discrimine les populations extra-européennes et ne considère le travailleur étranger que sous l'angle de son utilité économique et des profits qu'il représente pour le patronat.

Nous exigeons :

- la régularisation de tous les sans papiers,
- la protection et la scolarisation des mineurs,
- la libération et la régularisation de toutes les personnes en prison pour défaut de papiers,
- la fermeture des centres de rétention,
- l'arrêt immédiat des expulsions,
- le respect du droit d'asile et l'abrogation de la double peine,
- la liberté de circulation et d'installation.



Mulhouse, le 3 juillet 2007